

RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BOIS DE LA PIERRE DU 05/11/2024

Le 05 novembre 2024, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de Bois de la Pierre s'est réuni en mairie, sur la convocation de Monsieur le Maire, affichée le 30 octobre 2024 et transmise par voie électronique le 30 octobre 2024, et sous la présidence de ce dernier.

Présents : WAWRZYNIAK Stéphane, DI MARE Jocelyne, BRISSEAU Jérôme, GARCIA VILLAR Amandine, MARLATS Laurence, RAMBLA DINNAT Estelle, WOUTERS Éric.

Absents : BERGES Deolinda, BOINEAU Laëtitia.

Absents mais ayant donné pouvoir : GROOT Hester.

Secrétaire de séance : DI MARE Jocelyne.

Après avoir accueilli les participants et constaté que le quorum était atteint, le Président de séance propose de procéder à l'examen de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

- 1 – Délibération : Communauté de Communes du Volvestre – Mise à disposition des communes par convention d'un logiciel de Système d'Information Géographique dénommé « Netagis Maps »,
- 2 – Délibération : Actualisation des statuts de la Communauté de Communes du Volvestre,
- 3 – Délibération : SCOT du Pays Sud Toulousain - demande de moratoire,
- 4 – Délibération : SIECT – Présentation et validation du rapport annuel 2023,
- 5 – Délibération : SDEHG – Groupement de commandes pour achat d'électricité,
- 6 – Délibération : Créances – admission en non-valeur,
- 7- Délibération : CDG31 - Adhésion protection sociale : Prévoyance et santé,
- 8- Questions diverses.

Le quorum étant atteint pour permettre à l'assemblée de délibérer valablement, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20 heures 30.

Monsieur le Maire, donne lecture du compte-rendu du Conseil Municipal du 23 juillet 2024 et le soumet à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

1- COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VOLVESTRE – MISE À DISPOSITION DES COMMUNES PAR CONVENTION D'UN LOGICIEL DE SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE DÉNOMMÉ « NETAGIS MAPS ».

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que la Communauté de Communes du Volvestre a notamment pour rôle de soutenir et accompagner les communes dans différentes missions qu'elles ne peuvent exercer seules, en raison d'un manque de moyens humains et/ou matériels.

À cet effet, elle met à la disposition des communes, gratuitement depuis 2010 son logiciel de Système d'Information Géographique (SIG) dénommé « Netagis Maps » qui permet aux communes d'accéder à leur cadastre et aux zonages de leur document d'urbanisme ainsi que de réaliser des éditions de cartes, de documents visuels, de cartographie en ligne...

La mise à disposition de la plateforme SIG Netagis Maps comprend les éléments suivants :

- ♦ Accès nominatif et sécurisé au portail d'applications SIG

- ◆ Accès à l'application Urbanisme, fond de plan cadastral (données Majics) et zonages du document d'urbanisme de la commune (si numérisé selon le standard CNIG)
- ◆ Mise à jour des données cadastrales assurée par Yvan Barrillon technicien SIG de la communauté de commune
- ◆ Accès à divers fonds de carte : IGN, vue aérienne et aux données en Open Data
- ◆ Accès aux diverses zones protégées du territoire (ABF, Zone écologique).

Pour bénéficier de ce service, il convient de signer une convention fixant les modalités d'utilisation (obligations et engagements de la Communauté de Communes du Volvestre et de la commune).

Le Conseil Municipal, après en avoir largement délibéré et à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention.

2- ACTUALISATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ COMMUNES DU VOLVESTRE.

Monsieur le Maire donne lecture de la délibération de la Communauté de Communes du Volvestre du 26 septembre 2024 portant modification des statuts sur la régularisation, la réorganisation et l'extension de ses compétences, souhaitée si possible au 1^{er} janvier 2025.

Après examen du projet de statuts, il indique que les communes membres doivent à présent se prononcer sur ces modifications en application des articles L 5211-20 et L 5211-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Après délibération, le conseil municipal à l'unanimité :

- **Approuve la régularisation de la rédaction du libellé « maisons de services au public » et la réorganisation de la liste des compétences de la Communauté de communes du Volvestre (procédure de l'article L5211-20 du CGCT)**
- **Approuve l'extension des compétences de la communauté de communes (procédure de l'article L5211-17 du CGCT), et indique que la commune n'a ni bien, ni emprunt, ni subvention, ni contrat, ni marché, ni personnel à transférer à la communauté de communes, attachés à ces compétences**
- **Approuve les statuts ainsi modifiés.**

3- SCOT DU PAYS SUD TOULOUSAIN – DEMANDE DE MORATOIRE.

Monsieur le Maire retrace au Conseil Municipal l'historique du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) depuis la délibération du 08 octobre 2018 adopté par le comité syndical du PETR du Pays Sud Toulousain qui a entériné la prescription de la première révision du SCoT Sud toulousain, sur la base des éléments suivants :

- Depuis l'approbation du SCOT en 2012, plusieurs lois sont entrées en vigueur (Loi ALUR, loi Avenir pour l'Agriculture l'Alimentation et la Forêt, Loi biodiversité...)
- Par ailleurs, plusieurs documents de rang supérieur au SCoT ont été révisés ou sont en cours d'élaboration : SDAGE/SAGE, SRADDET.
- Avec l'expérience de 6 années de mise en œuvre du SCoT, il est également ressorti la nécessité de retravailler la rédaction de certaines prescriptions du DOO afin de les rendre plus compréhensibles et de faciliter leur prise en compte et d'approfondir la réflexion sur les notions d'enveloppe urbaine, de densification et d'intensification...

La révision générale engagée en 2018 s'est articulée autour de trois objectifs :

- 1. Optimiser le modèle d'organisation territorial à l'horizon 2040- 2050 – Accueillir les nouvelles populations et questionner le modèle de polarisation proposé**
 - Questionner l'approche méthodologique et redimensionner les objectifs de diminution de consommation de l'espace

- Redéfinir les orientations et objectifs de densité urbaine
 - Etudier et proposer de nouvelles formes urbaines liées aux enjeux actuels et futurs, qui puissent concilier les nécessités de compacité urbaine et les attentes des occupants
 - Répondre aux besoins de la population et aux enjeux sociaux
2. **Adapter le territoire au changement climatique et diminuer la vulnérabilité de la population**
- Protéger les espaces naturels et la biodiversité constitutifs de la trame verte et bleue
 - Préserver les ressources naturelles du territoire
 - Renforcer la protection et la connaissance liées aux risques naturels et technologiques
 - Adapter les formes urbaines au changement climatique
3. **Renforcer l'attractivité du territoire en développant ses ressources**
- Privilégier un développement économique et commercial durable
 - Mettre en œuvre la charte paysagère
 - Assurer une mobilité et une accessibilité pour tous
 - Devenir un territoire à énergie positive
 - Revitaliser les centres bourgs.

La loi Climat et résilience du 22 août 2021, puis la loi du 20 juillet 2023, dite « loi ZAN », sont venues modifier le cadrage de la révision du SCoT, au travers d'objectifs de sobriété foncière et de lutte contre l'artificialisation des sols ce qui impacte fortement les territoires dans leur projet d'aménagement.

Ces textes présentent des difficultés de mise en œuvre, tant au niveau des Régions, dans l'élaboration des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), que à celui des communes et intercommunalités qui se trouvent ainsi pénalisées dans leur possibilité de développement.

Considérant les éléments suivants :

- La loi Climat et résilience a été votée le 22 août 2021. Or, la consommation d'espaces prise en compte pour la décennie 2021-2031 est effective à compter du 1^{er} janvier 2021. Elle a donc un effet rétroactif, dont les élus locaux n'ont pas eu connaissance.
- Les données relatives aux superficies consommées servant de référence sur la période 2011-2021 comportent des erreurs manifestes.
- La loi Climat et résilience a fixé un objectif à l'échelle nationale, qui vise dans un premier temps à réduire de moitié la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici à 2031, par rapport à celle observée entre 2011 et 2021, puis à atteindre le ZAN en 2050.
Cependant, en prenant en compte les projets d'envergure nationale ou européenne (PENE) et les projets régionaux, cette réduction avoisinera 60 % quand le SRADDET sera approuvé à une date encore inconnue.
- Les décrets d'application ont été publiés en avril 2022 et novembre 2023, de manière tardive et décalée, ne permettant pas aux élus locaux d'appréhender les conséquences avec la justesse et la réactivité nécessaires.
- De fait, les informations et directives de l'Etat ont été transmises avec beaucoup d'imprécisions, de non-réponses à des questionnements sur l'application de la loi, et ce, avec des délais incompatibles avec l'exigence d'une mise en œuvre rapide.
- L'Etat n'a pas donné les moyens financiers, humains et techniques pour permettre aux ScOTs et élus locaux d'informer la population, conformément au Code de l'urbanisme.
- Les outils de mesure de la consommation d'espaces ont tardé à être mis à disposition et ne sont pas fiables : les fichiers fonciers utilisés jusqu'en 2031 sont établis sur du déclaratif et la base de données vectorielle de référence, l'OCS GE (occupation du sol à grande échelle) prévu dès 2031 n'est toujours pas disponible sur le territoire du Volvestre.
- Certains outils techniques, tels que le sursis à statuer ZAN, n'ont été rendus disponible que très tard.
- Le ZAN ne tient pas compte des schémas déjà annexés aux différents documents d'urbanisme, comme les PLU, qui prévoient déjà l'ouverture de zones à construire et permettent de phaser et supporter les coûts d'investissement, comme les schémas d'assainissement et les conséquences sur la réalisation de stations d'épurations.

Considérant l'attractivité constante du territoire du Pays Sud Toulousain,

Considérant que 70 % de l'enveloppe foncière a été consommée en 3 ans et que cette enveloppe devrait probablement être épuisée d'ici 2025-2026,

Considérant que cette consommation démontre bien le besoin, pour le territoire, d'accueillir de l'habitat et de l'activité économique,

Considérant la nécessité d'adapter le schéma économique au territoire,

Considérant qu'appliquer les directives du ZAN dans le SCoT du Pays Sud Toulousain remettrait en cause l'accueil de population projeté, à savoir 9 000 habitants d'ici 2035, mais aussi le ratio d'un emploi pour 1,5 habitant.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après délibération, le conseil municipal à l'unanimité :

- **DÉCIDE de ne pas approuver le SCoT dans l'attente d'une clarification et/ou d'un assouplissement sur l'application du ZAN,**
- **DEMANDE un moratoire sur le ZAN afin de :**
 - **Ne pas prendre en compte les années 2021-2024 dans le décompte des consommations d'espace 2021-2031,**
 - **Demander un lissage sur 10 ans de la consommation à raison d'un dixième par an, en ne prenant pas en compte les années 2021-2024.**

4- SIECT – PRÉSENTATION ET VALIDATION DU RAPPORT ANNUEL 2023.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame DI MARE 1^{ère} Adjointe au maire qui informe l'assemblée sur les indices de performance du service d'eau potable et de l'assainissement non collectif. Les données de l'année 2023 sont consultables sur le site internet de SISPEA, observatoire des données sur les services publics d'eau et d'assainissement.

Le pris du m³ d'eau potable est de 2,39 € TTC. L'eau est de bonne qualité avec 100 % de conformité microbiologique de l'eau au robinet et 94,60 % de conformité physico-chimique de l'eau au robinet. Une dégradation a été observée de la qualité physico chimique lors de la période de chômage du canal de Saint-Martory sans toutefois présenter de risque sanitaire.

Après avoir entendu la lecture du rapport 2023, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Prend connaissance du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service de l'eau potable et de l'Assainissement Non Collectif établi par le SIECT pour l'exercice 2023,**
- **Mandate monsieur le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport en le faisant savoir par voie d'affichage dans les 15 jours qui suivent sa présentation.**

5- SDEHG – GROUPEMENT DE COMMANDES POUR ACHAT D'ÉLECTRICITÉ.

Monsieur le Maire donne la parole à monsieur Éric WOUTERS, Conseiller Municipal qui expose aux conseillers que les tarifs règlementés de vente d'électricité pour les puissances inférieures ou égales à 36 KVA ont été supprimés pour les collectivités, employant plus de 10 personnes et dont la dotation globale de fonctionnement et les recettes des taxes et impôts locaux dépassent 2 millions d'euros, **depuis le 1^{er} janvier 2021.**

Il informe que les tarifs règlementés de vente d'électricité pour les puissances inférieures ou égales à 36 KVA ont été supprimés pour les collectivités, employant plus de 10 personnes et dont la dotation globale de fonctionnement et les recettes des taxes et impôts locaux dépassent 2 millions d'euros, **depuis le 1^{er} janvier 2021.**

Il indique que le regroupement des acheteurs publics d'électricité est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de leur

budget d'énergie.

Le SDEHG actualise son groupement de commandes pour l'achat d'électricité auquel les collectivités et établissements publics du département peuvent être membres.

Après en avoir délibéré, l'assemblée, décide, à l'unanimité des membres présents :

- **DE NE PAS ADHÉRER au groupement de commandes pour l'achat d'électricité au motif que les conditions proposées par le « tarif bleu » semblent plus adaptées à la commune.**

6- CRÉANCES – ADMISSION EN NON-VALEUR.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commission de Surendettement de la Haute-Garonne a accordé le bénéfice d'un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire aux personnes suivantes :

- Madame Madeleine FAUREL pour la somme de 6 899,95 € (factures de loyer dues),
- Madame Madeleine FAUREL pour la somme de 431,06 € (facture de loyer due),
- Monsieur Mikaël CORDIER pour la somme de 55,08 € (remise en état logement du logement loué).

Les créances concernées seront imputées en dépense à un article nature 6542 intitulé « Créances éteintes », sur le budget concerné.

Contrairement à l'admission en non-valeur, cette opération éteint définitivement la dette du redevable. Les procédures permettant la récupération des sommes en cause sont donc stoppées.

Il s'agit de créances éteintes dans les deux cas suivants : jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif dans le cadre d'une procédure collective et rétablissement personnel sans liquidation judiciaire suite à procédure de surendettement.

Le montant des créances qui doivent-être éteintes à ce jour s'élève à la somme de : 7 386,09 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Monsieur le Maire demande à la présente assemblée de se prononcer sur l'extinction de créance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DÉCIDE d'éteindre les créances figurant ci-dessus,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

7- CDG31 – ADHÉSION PROTECTION SOCIALE : PRÉVOYANCE ET SANTÉ.

1. Participation en Santé :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que :

Les centres de gestion concluent pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, les risques mentionnés à l'article L 827-1, des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L 827-5 dans les conditions prévues à l'article L 827-4, précision étant donné que les risques concernés sont ceux relatifs aux risques dits de Santé et de Prévoyance.

Monsieur Le Maire indique que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Garonne (CDG31) a réalisé une procédure de mise en concurrence pour l'obtention d'une convention de participation en Santé et que celle-ci a été attribuée à la MNT (Mutuelle Nationale Territoriale).

Monsieur Le Maire précise que compte tenu de la couverture proposée au 1^{er} janvier 2024 et à adhésion facultative pour les collectivités et établissements publics, la collectivité décide d'adhérer à cette convention de participation, étant précisé que sa durée est de 6 ans et prorogeable un an à compter du 1^{er} janvier 2024.

Il est précisé que la rétribution du CDG31 pour cette mission d'accompagnement se réalisera de la manière suivante :

1^{ère} année d'adhésion : sur la base de l'effectif des agents adhérents à une couverture au 1^{er} janvier de l'année d'adhésion, soit 31€ x nombre d'agents adhérents à une couverture.

Par la suite, toute nouvelle adhésion à une couverture par un agent donne lieu à la facturation de 31€ par nouvel agent adhérent à une couverture.

La réduction du nombre d'agents adhérents à une couverture n'a aucun effet sur les sommes déjà versées au titre d'une mutualisation du dispositif.

Pour les structures d'un effectif inférieur ou égal à 5 fonctionnaires (titulaires ou stagiaires) au moment de l'adhésion au service par la structure : pas de frais de gestion.

Monsieur Le Maire précise que la participation de l'employeur obligatoire dans le cadre de ce dispositif est fixée à 123,94€/mois et par agent.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1 : D'adhérer à la convention de participation en Santé mise en place par le CDG31 et attribuée à la MNT.

Article 2 : De fixer la participation de l'employeur obligatoire dans le cadre de ce dispositif à 123,94€/mois et par agent,

Etant précisé que cette participation ne pourra être versée qu'exclusivement dans le cadre d'une adhésion de l'agent à la convention de participation en cause.

Article 3 : La décision d'adhésion prend effet à compter du 1^{er} décembre 2024.

2. Participation en Prévoyance :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Les centres de gestion concluent pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, les risques mentionnés à l'article L 827-1, des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L 827-5 dans les conditions prévues à l'article L 827-4, précision étant donné que les risques concernés sont ceux relatifs aux risques dits de Santé et de Prévoyance.

Monsieur Le Maire indique que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Garonne (CDG31) a réalisé une procédure de mise en concurrence pour l'obtention d'une convention de participation en Prévoyance et que cette convention de participation a été attribuée au Groupement Alternative Courtage (courtier)/TERRITORIA (Mutuelle).

Monsieur Le Maire précise que compte tenu de la couverture proposée au 1^{er} janvier 2024 et à adhésion facultative pour les collectivités et établissements publics, la collectivité décide d'adhérer à cette convention de participation, étant précisé que sa durée est de 6 ans et prorogeable un an à compter du 1^{er} janvier 2024.

Il est précisé que la rétribution du CDG31 pour cette mission d'accompagnement se réalisera de la manière suivante :

1^{ère} année d'adhésion : sur la base de l'effectif des agents adhérents à une couverture au 1^{er} janvier de l'année d'adhésion, soit 31€ x nombre d'agents adhérents à une couverture

Par la suite, toute nouvelle adhésion à une couverture par un agent donne lieu à la facturation de 31€ par nouvel agent adhérent à une couverture.

La réduction du nombre d'agents adhérents à une couverture n'a aucun effet sur les sommes déjà versées au titre d'une mutualisation du dispositif.

Pour les structures d'un effectif inférieur ou égal à 5 fonctionnaires (titulaires ou stagiaires) au moment de l'adhésion au service par la structure : pas de frais de gestion.

Monsieur Le Maire précise que la participation de l'employeur obligatoire dans le cadre de ce dispositif est fixée à 43,18 €/mois et par agent.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1 : D'adhérer à la convention de participation en Prévoyance mise en place par le CDG31 et attribuée au groupement Alternative Courtage (courtier)/TERRITORIA (mutuelle).

Article 2 : De fixer la participation de l'employeur obligatoire dans le cadre de ce dispositif est fixée à 43,18 €/mois.

Etant précisé que cette participation ne pourra être versée qu'exclusivement dans le cadre d'une adhésion de l'agent à la convention de participation en cause.

Article 3 : La décision d'adhésion prend effet à compter du 01/01/2025.

8- QUESTIONS DIVERSES.

1. Cérémonie du 11 novembre 2024 :

Une communication sera faite sur panneau pocket concernant les modalités de la cérémonie.

2. Noël :

Mesdames Laurence MARLATS et Estelle RAMBLA DINNAT ont demandé des devis concernant les coffrets de fin d'année offerts aux personnes du 3^{ème} âge.

Deux devis : Colis Gourmands et la Ferme du Loup. Les prestations proposées par Colis Gourmands sont plus variées et plus attractives et le choix du conseil municipal retient ce fournisseur.

Pour les enfants elles suggèrent un livre dédié sur place par l'auteur le jour de la manifestation. Elles montrent une sélection de livre et l'assemblée approuve le choix du livre le Caillou rouge pour les plus petits.

D'autres propositions sont en attentes.

Le Comité des Fêtes les a contactés et elles indiquent que le Président prévoit un marché de Noël avec de nombreux exposants, un défilé de majorettes, des promenades en calèche et un repas sur inscription.

3. Travaux :

Les conseillers municipaux en charge des travaux de réaménagement du cimetière informent que des devis ont été sollicités notamment pour la réfection du crépi du mur d'enceinte. Ces devis seront présentés lors du prochain conseil municipal

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire, clôture la séance à 23 heures 30.

Les délibérations prises au cours de la séance sont numérotées de 2024-05-11-01 à 2024-05-11-09.

Liste des membres présents :

- WAWRZYNIAK Stéphane ;
- DI MARE Jocelyne ;
- BRISSEAU Jérôme ;
- GARCIA VILLAR Amandine ;
- MARLATS Laurence,
- RAMBLA DINNAT Estelle ;
- WOUTERS Éric.

Signature de Monsieur le Maire :

WAWRZYNIAK Stéphane

Signature du secrétaire de séance :

MARLATS Laurence